

805 61/181 / 16

692

(1939-40)



X

492

RÉGIME DES AVANCEMENTS PENDANT LA GUERRE

I - Suspension de l'avancement

Fonctionnaires

D.L. 1. 9.39 (J.O. 6. 9.39)

S.N.C.F.

Ordre général n° 28 25. 9.39
Lettre S.N.C.F. au M.T.P. 27.10.39
Dépêche du M.T.P. 9.11.39
Ordre général n° 28 28.12.39
Instruction générale n°2616. 1.40

II - Reprise de l'avancement

Lettre S.N.C.F. au M. T.P.	5. 8.40		
C.D.	20. 8.40	12	VIII
C.D.	3. 9.40	14	VII
Lettre S.N.C.F. au M. des Com.	6. 9.40		
Réponse du S. d'Etat aux Comm.	14. 9.40		
C.D.	17. 9.40	2	I
Lettre au Dr Gl au Président	1.10.40		
Lettre SNCF au S. d'Etat aux Communications	2.10.40		

Régime des avancements pendant la guerre

REGIME DES AVANCEMENTS PENDANT LA GUERRE

II

Reprise de l'avancement

Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	5. 8.40		
	C.D.20. 8.40	12	VIII
	C.D. 3. 9.40	14	VII
Lettre S.N.C.F. au M.des Comm.	6. 9.40		
Réponse du S. d'Etat aux Comm.	14. 9.40		
	C.D.17. 9.40	2	I
Lettre Du Dr Gl au Président	1.10.40		
Lettre SNCF au S. d'Etat aux C.	2.10.40		

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

D. 460/15

C O P I E

2 octobre 1940.

Monsieur le Ministre,

Par lettre du 14 septembre, vous avez bien voulu me faire connaître que vous étiez d'accord pour que la S.N.C.F. reprenne l'avancement en grade de son personnel, mais que le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances vous avait précisé que la question de l'avancement en échelons devait être réservée en attendant le résultat des délibérations du Gouvernement sur les solutions à donner à la question de l'avancement pour l'ensemble des fonctionnaires.

J'ai l'honneur de vous rappeler que le régime des augmentations de traitement des agents de la S.N.C.F. est sensiblement différent de celui des Fonctionnaires de l'Etat; ce régime qui fonctionne dans sa forme actuelle depuis 1920 mais s'inspire de dispositions qui avaient été adoptées par les anciens Réseaux bien avant cette époque, fait en effet une distinction très nette entre les augmentations de traitement dues à l'ancienneté et celles dues au changement de fonctions de l'agent.

Cette distinction complète n'existe pas pour les fonctionnaires de l'Etat.

Les motifs qui ont guidé les pouvoirs publics lorsqu'ils ont suspendu l'avancement des fonctionnaires pendant la durée des hostilités et qui résidaient dans la crainte de voir les fonctionnaires mobilisés défavorisés vis-à-vis de leurs collègues restés dans leur emploi du temps de paix valaient donc en ce qui concerne l'avancement en grade des agents de la S.N.C.F., mais non pas en ce qui concerne leur avancement en échelons, totalement automatique, sauf le faible jeu des bonifications d'ancienneté.

La mesure prise est d'autre part d'un faible intérêt financier car l'économie qu'elle a permis de réaliser du 1er septembre 1939 au 1er septembre 1940 n'est que de 27 millions, soit 0,27% du total des dépenses de personnel de la S.N.C.F. pour la même période.

Elle présente, au surplus, le grave inconvénient de ne frapper qu'une partie des agents, ceux dont le déclenchement d'échelon s'est trouvé ou se trouvera placé dans la période où l'avancement en échelons aura été interrompu: elle heurte profondément le

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications.

.....

souci d'égalité de notre personnel et sa suppression constitue actuellement sa principale revendication.

Elle présente enfin cet autre inconvénient de réduire, à une époque où s'affirment les difficultés de l'existence, la pension des agents - très nombreux actuellement - qui prennent leur retraite sans avoir été pendant trois années au maximum de leur échelle : la réduction varie - pour chaque année d'application de la mesure - de 0,8% pour les agents de l'échelle 1 à 2,3% pour ceux de l'échelle 18.

Pour ces divers motifs, nous insistons à nouveau auprès de vous pour que l'avancement en échelon soit rétabli et nous estimons qu'il serait légitime que la pension des retraités soit déterminée comme si cet avancement n'avait pas été interrompu.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

492

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

D 460/15

1er octobre 1940.

C O P I E

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous adresser les renseignements que vous avez bien voulu me demander concernant la reprise de l'avancement en échelons de nos agents à laquelle le Gouvernement vient de s'opposer.

Je suis entièrement d'accord avec vous pour estimer que cet avancement devrait être repris.

Ainsi que vous le savez, les agents de la S.N.C.F., sont, suivant leur grade, répartis sur un certain nombre d'échelles de traitement; dans chaque échelle, le passage d'un échelon au suivant est - sauf le jeu des bonifications d'ancienneté qui est faible - entièrement automatique, l'intervalle de temps qui s'écoule entre le passage d'un échelon au suivant variant de 2 à 4 ans; l'ancienneté qu'a l'agent dans son grade ne lui confère par contre aucun droit à passer de son échelle à une échelle supérieure; l'avancement à l'ancienneté et l'avancement au choix sont ainsi totalement distincts l'un de l'autre, ce qui est essentiel pour le bon fonctionnement des services.

Le motif qui a été invoqué en faveur de la suppression de l'avancement en grade et qui était la crainte que les agents mobilisés ne fussent lésés vis-à-vis de leurs camarades restés à leur poste du temps de paix, ne valait donc pas pour l'avancement en échelons et c'est à tort, à mon sens, que cet avancement a été suspendu.

Cette mesure présente en outre ce grave inconvénient qu'elle ne frappe qu'une partie de nos agents, ceux dont le déclenchement d'échelon s'est trouvé ou se trouvera placé dans la période où l'avancement aura été interrompu : elle heurte profondément le sentiment de nos cheminots très soucieux de l'égalité de traitement.

L'économie réalisée est cependant faible; elle n'a été que de 27 millions du 1er septembre 1939 au 1er septembre 1940, soit 0,27% des dépenses totales de personnel de la S.N.C.F.; elle s'élèverait à 61 millions du 1er septembre 1940 au 1er septembre 1941 si la suspension était maintenue jusqu'à cette dernière date. Cette économie ne me paraît pas en rapport avec l'impopularité de la mesure.

.....

L'influence sur la retraite est importante : l'agent qui a été commissionné à 29 ans ne parvient en effet normalement (sauf le jeu des bonifications d'ancienneté qui jouent dans un sens favorable et des "galons" qui jouent en général en sens inverse) à l'échelon maximum qu'à l'âge de 53 ans; si donc il est mis à la retraite à 55 ans comme c'est le cas actuellement, il ne bénéficie du traitement maximum que pendant 2 ans. Il en résulte que les agents - et ils sont nombreux - qui sont actuellement mis à la retraite voient, du fait de la suspension de l'avancement, se réduire la rémunération qui sert de base au calcul de leur pension: la réduction de celle-ci varie - pour chaque année où cette suspension aura été en vigueur - de 0,8% pour les agents de l'échelle I à 2,3% pour ceux de l'échelle 18.

La suspension de l'avancement en échelons est évidemment contraire au Statut du Personnel puisque les Conditions de Rémunération mises en vigueur en 1920 prévoyaient explicitement cet avancement; elle a été cependant régulièrement prononcée puisqu'elle l'a été en vertu du décret-loi du 6 octobre 1939 qui autorisait la S.N.C.F., sous réserve de l'approbation du Ministre des Travaux Publics à suspendre, pendant la durée des hostilités, l'application de certaines dispositions de la Convention Collective du personnel du cadre permanent.

Je vous propose, en définitive, d'adresser la lettre ci-jointe à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications.

Votre respectueux et dévoué,

Le Directeur Général,

signé: LE BESNERAIS.

Extrait du P.V. de la séance du Comité de Direction
du 17 septembre 1940

QU. I - Adoption du Procès-Verbal

Rétablissement de l'avancement

(s) p. 2

M. LE PRESIDENT. - Vous avez sous les yeux le Procès-Verbal de la dernière séance.

Je voudrais seulement le compléter sur un point, question VII, "Rétablissement de l'avancement". Depuis la dernière séance, en effet, nous avons reçu la réponse du Secrétaire d'Etat aux Communications qui est ainsi conçue :

"Par lettre en date du 5 août 1940, vous m'avez proposé de "rétablir, à dater du 1er septembre 1940, l'avancement en grade du "personnel de la Société Nationale, l'avancement en échelon étant "rétabli à partir de la même date.

"Par lettre du 9 août, confirmée le 27 août 1940, j'ai immédiatement saisi de cette question M. le Ministre Secrétaire d'Etat "aux Finances.

"J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en raison du caractère industriel de la Société Nationale, le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances ne fait pas d'objection à ce que l'avancement en grade soit repris à dater du 1er septembre 1940. Il a toutefois précisé que la question de l'avancement en échelon devait être réservée, en attendant le résultat des délibérations du Gouvernement sur les solutions à donner à la question de l'avancement pour l'ensemble des fonctionnaires.

Le Ministre donne donc satisfaction à votre demande en ce qui concerne l'avancement en grade, c'est-à-dire en échelles. C'est évidemment le plus important au point de vue de l'encadrement et du fonctionnement général de la S.N.C.F.

Par contre, il réserve encore la question de l'avancement en échelons. Je dois avouer que, sur ce point, ma position personnelle serait assez nette. Je considère qu'il n'y a pas de raison pour que l'avancement en échelons ne soit pas maintenu. Dans la lettre

.....

même adressée au Ministre le 6 septembre, nous avons souligné que la loi concernant les fonctionnaires n'est pas applicable, en principe, au personnel des chemins de fer. Aussi, j'aurais préféré, pour ma part, que la question ne fût pas portée devant les Pouvoirs Publics et que la S.N.C.F. la réglât elle-même en pleine liberté comme je crois qu'elle en avait le droit.

En tout état de cause, j'ai demandé que l'étude soit reprise à un double point de vue. D'abord, je ne suis pas absolument certain que, juridiquement parlant, nous ayons le droit de suspendre l'avancement en échelons. Il existe une Convention collective et des conditions de rémunération du personnel. Seuls des cas de force majeure peuvent permettre de déroger à cette Convention ou, tout au moins, puisque la Convention n'est pas encore en état sur ce point, aux errements en vigueur. Or, de telles circonstances ne se présentent pas aujourd'hui. D'autre part, la suppression de l'avancement en échelons équivaut, en réalité, à une diminution de salaires. Or, je n'estime pas que les circonstances impliquent spécialement, à l'heure actuelle, une réduction des salaires qui, en surplus, se concilierait assez mal avec les dispositions que nous avons prises, soit en 1939, soit en 1946, tendant, sous forme d'indemnités diverses, à relever la rémunération. N'y aurait-il pas quelque illogisme à ce que, d'une part, nous ayons reconnu la nécessité d'améliorer la situation matérielle de nos agents et que, d'autre part, en supprimant l'avancement en échelons, nous aboutissions à comprimer le traitement de nos agents ?

Quand je serai saisi des conclusions de la nouvelle étude que j'ai demandée, la question reviendra devant vous. Nous serons peut-être amenés à la porter à nouveau devant les Pouvoirs Publics, puisque nous ne pouvons plus maintenant agir en dehors d'eux. Je crois qu'il faudra insister. Il est certain que la question d'avancement en échelons, notamment pour les agents qui partent en retraite, a une très grande importance et je n'ai pas l'impression ,

.....

encore une fois, que les circonstances justifient aujourd'hui sa suppression.

M. LE PRÉSIDENT. - Je suis bien d'accord sur l'intérêt qu'il y a à reprendre l'avancement en échelons.

Mais, au point de vue juridique, je ne crois pas que sa suppression puisse présenter de difficultés, un décret du 6 octobre 1939 nous ayant autorisés à déroger à la Convention collective avec l'accord du Gouvernement.

M. LE PRÉSIDENT. - Ce décret vise-t-il le point particulier de la rémunération ?

M. LE PRÉSIDENT. - Il vise l'ensemble des dispositions de la Convention collective.

Cette remarque n'a d'autre objet que de répondre à l'objection soulevée au point de vue juridique. Quant au fond, je partage entièrement la manière de voir de M. le Président.

M. LE PRÉSIDENT. - Sous le bénéfice de ces observations, quelqu'un demande-t-il la parole sur le Procès-Verbal ?

Personne ne demandant la parole, le Procès-Verbal est adopté.

MINISTERE
DES
COMMUNICATIONS

492
Paris, le 14 septembre 1940

Direction Générale des
Chemins de fer et des
Transports

6° Bureau

N° 1560

Le Secrétaire d'Etat aux Communications
à M. le Président du Conseil d'Administration de
la S.N.C.F.

Par lettre en date du 5 août 1940, vous m'avez proposé de rétablir, à dater du 1er septembre 1940 l'avancement en grade du personnel de la Société Nationale, l'avancement en échelon étant rétabli à partir de la même date.

Par lettre du 9 août, confirmée le 27 août 1940, j'ai immédiatement saisi de cette question M. le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en raison du caractère industriel de la Société Nationale, le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances ne fait pas d'objection à ce que l'avancement en grade soit repris à dater du 1er septembre 1940. Il a toutefois précisé que la question de l'avancement en échelon devait être réservée, en attendant le résultat des délibérations du Gouvernement sur les solutions à donner à la question de l'avancement pour l'ensemble des fonctionnaires.

Signé : BERTHELOT.

S.N.C.F.

Paris, le 6 septembre 1940

Monsieur le Ministre,

L'art. 2 du décret-loi du 2er septembre 1939 fixant la situation des personnels des Administrations de l'Etat en temps de guerre a prévu que, jusqu'à la date de cessation des hostilités, ou à la date fixée par un décret rendu en Conseil des Ministres, tout avancement de grade, classe ou échelon est suspendu pour tous les personnels des administrations, services et établissements publics de l'Etat.

Ce décret n'était pas applicable au personnel des chemins de fer.

D'autre part, les traitements des agents de la S.N.C.F. varient de deux manières tout à fait indépendantes: à chaque nature de poste correspond une échelle comprenant une suite d'échelons; le passage d'une échelle à l'échelle supérieure se fait au choix tandis que le passage d'un échelon à l'échelon supérieur a lieu automatiquement à l'expiration d'un délai fixé par les conditions de rémunération.

La S.N.C.F. a cependant décidé, par analogie avec les mesures prises par l'Etat, de suspendre pendant la durée des hostilités tout avancement par changement d'échelle ainsi que toute augmentation de traitement par déchenchement d'échelon.

La suspension des augmentations du traitement pas déclenchement d'échelon est apparue dès le début des hostilités comme non motivée; elle fit l'objet d'une réclamation de la Fédération Nationale des travailleurs de chemins de fer adressée le 28 novembre 1939 au Président du Conseil. Cette lettre faisait valoir notamment qu'il était injuste de lier en cette matière la situation des agents de chemins de fer à celle des fonctionnaires car le mode de décompte de l'ancienneté des agents de chemins de fer conduit ceux-ci à n'obtenir qu'en minorité le bénéfice d'une retraite calculée sur le maximum du traitement de leur échelle, alors que les fonctionnaires joignent leur temps de service militaire au temps passé au service de l'Etat pour le calcul de leur ancienneté.

A cette raison il y a lieu d'ajouter que les motifs qui avaient conduit l'Etat à suspendre à la fois les avancements de grade, de classe et d'échelon, n'étaient pas valables à la S.N.C.F. du fait de la séparation des deux modes d'avancement en échelle et en échelon.

La suppression de l'avancement en grade ne se justifie plus actuellement, puisque la plupart des intéressés ont repris leur service, à l'exception des prisonniers de guerre, et que, pour ceux-ci, l'Autorité militaire allemande nous a donné l'assurance qu'ils seraient, en zone occupée, rendus prochainement à leur emploi.

Monsieur le Ministre, Secrétaire d'Etat aux Communications.

La suspension de l'avancement en grade entrave la réorganisation des services de la S.N.C.F.; nous avons, en effet, de nombreuses mutations à effectuer, notamment en raison de la mise à la retraite d'agents qui avaient été conservés pendant la durée des hostilités, ainsi que du départ d'agents retraités rappelés. Il arrive que nous soyons conduits à placer des agents sous les ordres d'agents de grade moins élevé ou moins anciens dans le même grade.

D'autre part, les agents, au moment où un poste leur est offert, ignorent si cette mutation comportera ou non pour eux un avancement.

Il en résulte même des dépenses supplémentaires puisque les conditions de rémunération nous obligent à payer une indemnité supplémentaire de déménagement aux agents changés de résidence sans avancement.

Le système actuel d'attribution d'indemnité de fonctions aux agents désignés pour tenir des emplois d'un grade supérieur et le paiement des indemnités supplémentaires de déménagement aux agents changés de résidence sans avancement, conduit :

- à économiser chaque mois le montant des augmentations de traitement qui auraient résulté du rétablissement de l'avancement;
- à dépenser chaque mois le montant des indemnités de fonctions qui sont accordées à une partie des agents qui, en temps de paix, auraient obtenu un avancement;
- à dépenser une fois pour toutes les indemnités supplémentaires de déménagement aux agents changés de résidence sans avancement.

La comparaison de ces économies et de ces dépenses supplémentaires montre que le montant des dépenses supplémentaires est supérieur au montant des économies lorsqu'il s'agit de nomination effectuées sans avancement 10 mois au plus avant la reprise de l'avancement.

Nous vous demandons, Monsieur le Ministre, de bien vouloir, tenant compte des observations qui précèdent, nous autoriser à rétablir à la date du 1er septembre 1940 aussi bien l'avancement en grade que l'avancement en échelon; nous constatons d'ailleurs que l'avancement n'a pas cessé dans les Administrations de la Guerre, de la Marine et de l'Air; notre personnel, dont les pouvoirs publics ne sont plus à redonner les services rendus pendant la durée de hostilités, ne comprendrait pas que l'avancement ne fût pas également rétabli en leur faveur.

Je vous renouvelle,

P. le Président du Conseil d'Administration,
Le Vice-Président,

Signé : GRIMPRET.

Extrait du P.V. de la séance du Comité de Direction
du 3 septembre 1940

QUESTION VII - Rétablissement de
l'avancement.-

P.V. COURT

Le Comité approuve les propositions qui lui sont soumises, étant entendu que des explications complémentaires seront adressées au Ministre Secrétaire d'Etat aux Communications, de manière à faire ressortir l'économie à attendre du rétablissement de l'avancement en grade.

STENO p. 14

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT - Nous n'avons pas encore la réponse officielle du Ministre. Toutefois, des contacts que nous avons pu prendre, il semble résulter, qu'en principe, elle ne serait pas favorable. Elle le serait pour des avancements à titre exceptionnel, non pour le rétablissement de l'avancement par voie de mesure générale.

M. LE BERNERAIS - Je ne permets d'insister. Nous avons demandé l'avis du Ministre, et cela est normal dans une affaire comme celle-là. Mais il ne faut pas comparer notre situation à celle de l'Etat. Le décret suspendant l'avancement pour les fonctionnaires n'était pas applicable à la S.N.C.F. et c'est de nous-mêmes, estimant que la mesure était raisonnable en temps de guerre,

que nous avons pris des dispositions analogues à l'égard de notre personnel. Le Gouvernement ne peut vraiment faire état maintenant de cette situation pour empêcher l'avancement de nos agents.

Le maintien de la suspension nous met chaque jour dans une situation plus difficile et désagréable. Peu à peu, je garnis tous les postes de faisant-fonctions, et les grades n'ont plus de correspondance avec les fonctions réelles. Par surcroît, cette manière de procéder nous coûte finalement de l'argent. La solution que je propose règle de façon rationnelle un problème de caractère purement technique et serait en même temps moins onéreuse.

M. GRIMPET - Je suppose que le ministre ne sera pas insensible à ces arguments et qu'il ne se bornera pas à se retrancher derrière la position que prendra le Gouvernement à l'égard des fonctionnaires.

Il est essentiel que nous l'informions très exactement de tous les éléments d'appréciation propres à la S.N.C.F.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT - Vous pouvez être assuré que les arguments développés par le Directeur Général seront portés à sa connaissance.

M. FILIPPI - Il serait intéressant, du point de vue du Ministère des Finances, que nous montrions pourquoi la méthode actuelle coûte plus cher. Le Ministre a lu, dans la note qui a été distribuée, l'affirmation qu'elle coûte plus cher. Mais il n'a pas compris pourquoi.

M. LE GÉNÉRAL - Voici l'explication : quand nous nommons, sans avancement, un agent à un nouveau poste, nous devons lui

donner une double indemnité de changement de résidence, alors que, s'il était nommé avec avancement, il n'aurait droit qu'à l'indemnité simple.

M. GRIMPET - Le mieux serait d'envoyer une lettre complémentaire au Ministre avec des chiffres précis.

M. LE BESNERAIS - D'accord.

M. BERTHELOT - L'argument vaut pour l'avancement en échelles. Mais il ne vaut pas pour l'avancement en échelons dans une même échelle.

M. FILIPPI - Pour que l'information soit exacte et complète, il conviendra de faire entrer en compte le coût de l'avancement en échelons.

M. LE BESNERAIS - La question de l'avancement en échelons est une question distincte à régler séparément. C'est un mode d'avancement tout à fait particulier aux agents de chemins de fer.

M. FILIPPI - Il existe également pour les fonctionnaires, mais à un degré moindre.

M. LE BESNERAIS - Je crois qu'il faut traiter la question à part. Théoriquement, on peut rétablir l'avancement en échelles, qui seul touche au problème des faisant-fonctions, et ne pas rétablir l'avancement en échelons. A mon avis, cependant, il faut rétablir les deux.

M. GRIMPET - C'est l'avancement en échelles qui importe le plus, étant donné le point de vue auquel vous vous placez.

M. LE BERNERAIN - Oui. Quant à l'avancement en échelons, c'est particulièrement une revendication des cheminots eux-mêmes. Personnellement, je la trouve justifiée. Mais si vous voulez, nous écrirons deux lettres distinctes au Ministre.

M. DEVINAT - Oui. Cela réserverait la possibilité d'une solution favorable dans un cas et défavorable dans l'autre.

M. GRIMPET - Il suffit d'une seule lettre qui exposera les deux questions et fera ressortir l'économie à attendre du rétablissement de l'avancement en grade.

Le Comité est d'accord.

.....

Extrait du P.V. de la séance du Comité de Direction
du 20 août 1940

QU. VIII - Rétablissement de l'avancement

P.V. COURT

Le Comité surseoit à statuer, dans l'attente de la réponse du Ministre Secrétaire d'Etat aux Communications à la lettre que la S.N.C.F. lui a adressée sur la question en date du 5 août 1940.

STENO p. 18

M. GRIZARD. - Par lettre du 5 août, nous avons demandé au Ministre des Travaux Publics s'il est d'accord. Nous n'avons pas la réponse.

M. LE BIGNERAIN. - Il y a un fait nouveau. Au moment où la lettre a été préparée, je ne connaissais pas la loi du 17 juillet 1940.

M. SOUFFRANDEAU. - Je suis d'accord sur le principe et les motifs que vous donnez sont excellents. Ou bien on arrête l'avancement pour des motifs d'ordre financier et je crois qu'à l'heure actuelle, étant donné l'ampleur des dépenses qu'on engage, le maintien de la mesure considérée sous cet angle serait une brimade

.....

inutile à l'égard des agents comme des fonctionnaires, ou bien on arrête l'avancement ~~parce que les fonctionnaires et les agents~~ ~~sont~~ mobilisés pour ne pas nuire aux droits des mobilisés et, la démobilisation étant faite maintenant, la raison ne vaut plus.

Vous invoquez la décision prise pour les fonctionnaires. Evidemment, il faut prendre les mêmes mesures que pour eux. Mais la loi ne précise-t-elle pas qu'il s'agit de mesures "à titre exceptionnel et lorsque l'intérêt supérieur de l'administration l'exigera". Sans doute, l'application peut-elle être assez étendue. Toutefois, ne doit-on pas interpréter la loi comme ne visant que les postes importants. ⁹ D'autre part, s-t-on été, en fait, pour les fonctionnaires, jusqu'à rétablir l'avancement de classe ?

M. LE BERRIAU. - Nous ne pouvons vraiment pas faire une discrimination entre les agents suivant l'importance du poste occupé. A l'heure actuelle, je réexamine tout le personnel. Il serait très difficile de ne pas procéder aux nominations correspondant aux postes occupés.

M. ROUFFANDEAU. - Personnellement, je suis d'accord.

M. GRIMPET. - Nous avons soumis la question au Ministre des Travaux Publics, abstraction faite de la loi du 17 juillet 1940. Nous ne pouvons pas prendre maintenant une décision en fonction de cette loi sans avoir sa réponse.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. - Je vais insister pour qu'une réponse soit envoyée aussi rapidement que possible.

M. GRIMPET. - Compte tenu de la loi du 17 juillet 1940.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. - Les conclusions de la note du Directeur Général sont peut-être un peu larges, étant donné le texte de la loi du 17 juillet. Elles reviennent à rétablir l'avancement par voie de mesure générale...

M. LE GOUVERNEUR. - Je le dis très nettement.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. - ... Tandis que l'article 4 de la loi ne prévoit le rétablissement de l'avancement qu'"à titre exceptionnel et lorsque l'intérêt supérieur de l'administration l'exigera".

M. LE GOUVERNEUR. - Nous ne procédons, en ces matières, que par analogie.

M. BONFFANTHAU. - Nous accorderions au personnel des chemins de fer des avantages supérieurs à ceux prévus pour les fonctionnaires. Ceci est assurément notre droit. Mais je voulais faire préciser ce point.

M. ARON. - Je suis d'accord sur les conclusions de la note. Tout ce que l'on peut dire, c'est que la déduction tirée de la loi du 17 juillet ne va pas de soi. Le décret du 1er septembre 1939 n'est pas annulé pour les fonctionnaires.

M. BENTHELOT. - Ce décret n'est pas applicable aux chemins de fer.

M. LE GOUVERNEUR. - J'ai dit dans la note, à propos de l'article 4 de la loi du 17 juillet, que : les motifs qui ont inspiré cette disposition jouent pleinement pour l'ensemble de la S.E.C.F.

J'aurais pu dire "jouent pour tous les agents de la S.E.C.F."

M. GOY - Autrement dit, il est de l'intérêt général que l'avancement soit rétabli pour l'ensemble des agents de chemins de fer et non pas à titre exceptionnel.

M. BERTHELOT - Il serait anormal de rétablir l'avancement ^{les autres} pour le personnel hors statut et de ne rien faire pour ~~xxxxxxx~~ ~~xxxxxxx~~ agents.

M. BOUFFANDEAU - Vous avez tout à fait raison. Avons-nous pouvoir propre de décision, ou devons-nous obtenir l'autorisation du Ministre ?

M. LE BERRERAIN - Nous n'avons pas besoin d'autorisation du Ministre. Nous avons seulement demandé son accord. Ce n'est pas tout à fait la même chose.

M. GRIMPEY - Mais nous lui avons posé la question.

M. BOUFFANDEAU - Du moment que la question est posée, il est préférable d'attendre la réponse.

M. ANON - Je voulais demander si la reprise de l'avancement ne posera pas une question de bonification pour les services de guerre ? Je crois qu'il n'existe pas actuellement de bonifications pour service de guerre dans les chemins de fer. Mais rien ne prouve qu'on ne nous imposera pas d'en accorder.

M. LE BERRERAIN - Nous n'avons pas de bonifications pour services de guerre.

M. BOUFFANDEAU - Pour l'avancement, quand il sera rétabli, vous tiendrez compte, si je comprends bien, du temps passé depuis le début de la guerre mais sans bonification spéciale. Pour les ^{agents} ~~xxxxxxx~~ qui ont été mobilisés, vous compterez le temps passé sous les drapeaux comme s'il l'avait été en chemin de fer, mais sans rappel de traitement ?

M. LE BENEHRAIN - Nous rétablirons l'ancienneté fictive-
ment. Mais il n'y aura d'effet pécuniaire qu'à partir du
1er août.

M. DOUFFANDREAU - Et le temps de mobilisation ?

M. LE BENEHRAIN - L'avancement d'échelon se déclenche en
partie automatiquement. Si nous ne suivons pas cette règle, nous
créerons des inégalités choquantes entre les agents. Un agent
dont l'ancienneté d'échelon devait être déclenchée le 1er mars
et celui pour lequel le même avancement ne doit avoir lieu que
le 1er septembre ne doivent ^{pas} être dans la même situation.

M. GRIMPERT - En somme, vous rétablissez rétroactivement
l'ancienneté.

M. LE BENEHRAIN - Oui, mais je ne fais pas le rappel de
traitement correspondant.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT - Les mobilisés n'ont ni
pertes ni avantages.

M. GRIMPERT - Attendons la réponse du Ministre. Nous re-
prendrons la question à quinzaine.

Comité de Direction

Séance du 20 août 1940

VIII - Rétablissement de l'avancement. -----

Cher M. le Sec. sans me faire mieux avec vous.

Es M. le Sec. a vu le 5 ans

Es M. le Sec. a vu le 12 7 juillet

Bouffier M. le Sec. a vu le 12 7 juillet ?

Es M. le Sec. a vu le 12 7 juillet. M. le Sec. a vu le 12 7 juillet.

M. le Sec. a vu le 12 7 juillet.

Es M. le Sec. a vu le 12 7 juillet.

Cher M. le Sec. a vu le 12 7 juillet.

M. le Sec. a vu le 12 7 juillet. M. le Sec. a vu le 12 7 juillet.

Bouffier M. le Sec. a vu le 12 7 juillet.

Es M. le Sec. a vu le 12 7 juillet.

---// Sur les p. de l'exception de la p. de l'exception.

Es M. le Sec. a vu le 12 7 juillet.

Es M. le Sec. a vu le 12 7 juillet.

Bouffier M. le Sec. a vu le 12 7 juillet.

Es M. le Sec. a vu le 12 7 juillet.

M. le Sec. a vu le 12 7 juillet.

Es M. le Sec. a vu le 12 7 juillet.

Bouffier M. le Sec. a vu le 12 7 juillet.

Es M. le Sec. a vu le 12 7 juillet.

M. le Sec. a vu le 12 7 juillet.

Paris, le 19 Août 1940.

Le Directeur Général

R A P P O R T
AU COMITÉ DE DIRECTION.

Rétablissement
de l'avancement.

La S.N.C.F. a décidé, à la suite de la parution du décret-loi en date du 1^{er} Septembre 1939 suspendant l'avancement des Fonctionnaires de l'Etat de renoncer, par analogie, provisoirement et pendant la durée des hostilités à faire bénéficier son personnel d'avancement en grade et en échelon.

Cette mesure, qui avait pour objet de sauvegarder la situation des agents mobilisés, ne se justifie plus actuellement, puisque la plupart des intéressés, y compris ceux qui ont été faits prisonniers de guerre, ont repris leur service. Elle n'est pas sans entraver la réorganisation des différents Services et elle occasionne même des dépenses supplémentaires puisque les Conditions de Rémunération nous obligent à payer une indemnité supplémentaire de déménagement aux agents changés de résidence sans avancement.

Une loi récente, en date du 17 Juillet, prévoit en son article 4 "qu'à titre exceptionnel et lorsque l'intérêt supérieur de l'Administration l'exigera, nonobstant les dispositions des articles 2, 3, 9, 10 et 11 du décret du 1^{er} Septembre 1939, il pourra être pourvu par des nominations définitives aux emplois vacants des Administrations, Services et Etablissements Publics de l'Etat".

Les motifs qui ont inspiré cette disposition jouent pleinement pour l'ensemble de la S.N.C.F. où il est particulièrement urgent de pourvoir de titulaires de très nombreux postes de sécurité et de direction devenus vacants par suite des mesures de résorption des excédents d'effectifs.

J'ai l'honneur, dans ces conditions, de proposer au Comité de rétablir l'avancement en grade et en échelon à partir du 1^{er} Août 1940, étant entendu, pour ce qui concerne l'avancement en échelon, que les agents bénéficieront, avec effet du 1^{er} Août, de l'ancienneté qu'ils auraient eue à cette date si l'avancement n'avait pas été suspendu.

Le Directeur Général,

R. LE BESNERAIS.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

D 480/15

le 5 août 1940.

C O P I E

Monsieur le Ministre,

en date

Un décret-loi du 1er septembre 1939 a prévu la suspension de l'avancement des fonctionnaires pendant la durée des hostilités.

Quoique ce décret ne fût pas applicable au personnel des Chemins de fer, la S.N.C.F. a, par analogie, décidé de suspendre pendant la même période l'avancement de son personnel.

Ces mesures qui avaient pour objet de ne pas défavoriser les fonctionnaires et agents de la S.N.C.F. mobilisés, par rapport à ceux de leurs collègues restés en fonctions, ne se justifient plus en ce qui concerne le personnel de la Société Nationale puisque la plupart de nos agents ont repris ou vont reprendre très prochainement leur service; tous les prisonniers, en particulier, qui étaient en résidence dans la zone occupée, nous ont été ou vont nous être rendus, conformément à la décision de la Commission allemande d'armistice.

Au surplus, l'impossibilité où nous nous trouvons actuellement de procéder à des nominations entraîne, dans certains cas, une dépense supplémentaire pour la S.N.C.F. : lorsqu'en effet les nécessités du Service conduisent à faire appel, pour tenir un poste dans une certaine résidence, à un agent d'une autre résidence et d'un grade moins élevé que celui qui correspond normalement au poste en question, nous sommes tenus, ne pouvant procéder à la promotion de l'agent, d'attribuer à l'intéressé la double indemnité de changement de résidence (indemnité normale et indemnité supplémentaire) prévue par le Chapitre IV du fascicule des Conditions de Rémunération, alors que si l'agent était nommé au grade supérieur, il n'aurait droit qu'à la seule indemnité normale de déménagement.

J'ai donc l'honneur, Monsieur le Ministre, de vous proposer de rétablir l'avancement en grade du personnel de la S.N.C.F. à partir du 1er août 1940, l'avancement en échelons étant rétabli à partir de la même date.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

P. le Président du Conseil d'Administration
Le Vice-Président,

signé: GRIMET.

Monsieur le Ministre des Travaux Publics.

REGIME DES AVANCEMENTS PENDANT LA GUERRE

I

Suspension de l'avancement

Fonctionnaires

D.L. 1. 9.39 (J.O. 6. 9.39)

S.N.C.F.

Ordre général n° 28	25. 9.39
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	27.10.39
Dépêche du M.T.P.	9.11.39
Ordre général n° 28	28.12.39
Instruction générale n° 26	16. 1.40

Paris, le 16 janvier 1940.

Dre.
Col.

Nm.
41

I

C.O. P. 40

**COMMISSIONNEMENT, CONFIRMATION ET AVANCEMENT
DES AGENTS NON MOBILISÉS
PENDANT LA DURÉE DES HOSTILITÉS**

Commissionnement - Confirmation

Article 1^{er}.

Les agents en stage d'essai au 1^{er} septembre 1939 ainsi que les agents confirmés seront confirmés ou commissionnés et affiliés à la Caisse des Retraites dans les conditions où ils l'auraient été en temps de paix.

Suspension de l'avancement

Article 2.

Conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de l'Ordre Général N° 28, tout agent commissionné conservera, pendant la durée des hostilités, sauf rétrogradation, l'échelle et l'échelon auxquels il se trouvait le 1^{er} septembre 1939.

En conséquence, pendant la durée des hostilités, l'avancement en grade du personnel commissionné est suspendu.

Un agent commissionné ne pourra faire l'objet d'une mutation latérale d'un grade à un autre que si les deux grades comportent la même échelle et, en outre, comportent les mêmes accessoires de traitement (1) ou n'en comportent aucun.

Un agent ne pourra passer du grade qu'il avait au 1^{er} septembre 1939 à un grade de début que si ces deux grades comportent l'attribution de la même échelle et, en outre, comportent les mêmes accessoires de traitement (1) ou n'en comportent aucun.

L'agent qui, ayant été muté à un grade inférieur pour raison de santé constatée par le Service Médical aura été reconnu pouvoir occuper à nouveau un emploi de son ancien grade ou un emploi d'une échelle intermédiaire sera effectivement nommé à l'échelle de cet emploi.

Les agents pourront être mutés à un grade inférieur :

- soit sur leur demande;
- soit après avis du Service Médical et, le cas échéant, de la Commission de Réforme en raison de leur inaptitude physique à l'emploi occupé;
- soit par rétrogradation par mesure disciplinaire.

(1) Les accessoires de traitement sont ceux qui sont pris en considération pour l'application de l'article 3 de l'Ordre Général N° 28.

Article 3.

Les agents femmes passeront du sous-échelon au 1^{er} échelon dans les mêmes conditions qu'en temps de paix, c'est-à-dire à la date anniversaire de la libération du service actif des hommes ayant le même âge.

Les attachés et les agents commissionnés qui acquerront des diplômes figurant au tableau prévu par l'article 9 de la Convention Collective, ne recevront pas d'avancement.

Article 4.

Les agents mineurs et les élèves recevront, comme en temps de paix, les augmentations de traitement qui ne dépendent que de leur âge.

La rémunération des apprentis passant de 1^{re} en 2^e année, de 2^e en 3^e année, sera modifiée comme en temps de paix.

Les élèves seront nommés mineurs dans les conditions où ils l'auraient été en temps de paix.

Article 5.

A dater du 1^{er} septembre 1939 et pendant la durée des hostilités, tous les concours sont suspendus. Des examens pourront avoir lieu en vue de la désignation d'agents capables de remplir certaines fonctions. Ces examens seront fixés, par le Directeur du Service Central intéressé, au niveau strictement nécessaire pour s'assurer de la capacité de l'agent à tenir l'emploi pendant le temps de guerre. Leur résultat ne sera pas pris en considération pour la notation d'aptitude qui aura lieu après la guerre.

Article 6.

Lorsqu'un emploi vacant ne pourra rester dépourvu de titulaire, il sera fait appel, dans la mesure du possible, soit à un agent du grade correspondant à l'emploi, soit à un agent inscrit sur le tableau ou la liste d'aptitude à ce grade.

Le fait, pour un agent, d'avoir été occupé pendant plus de 4 mois consécutifs dans un emploi vacant d'un grade supérieur ne lui accordera aucun droit à bénéficier des mesures prévues par les §§ 3 et 4 de l'article 50 de la Convention Collective.

L'agent désigné pour occuper un emploi comportant l'attribution d'une échelle supérieure et ne pouvant rester dépourvu de titulaire pendant la durée des hostilités pourra, sur décision du Fonctionnaire qui l'aurait nommé à cet emploi en temps de paix, recevoir pendant la durée de cette désignation :

- les primes de travail et de rendement de l'emploi qu'il occupe;
- une indemnité de fonctions non soumise à retenues pour la retraite; cette indemnité sera payable annuellement, en même temps que la gratification; elle sera soumise aux mêmes réductions pour absences que la gratification et sera égale à une fraction de l'augmentation de traitement dont l'agent aurait bénéficié en temps de paix s'il avait fait l'objet de cette nomination, mais sans subir, le cas échéant, le recul d'un échelon de traitement; cette fraction sera fixée, en principe, à 30 %; pour certains emplois particulièrement chargés ou exposés, ce taux pourra être porté au maximum à 50 % par décision du Directeur Général.

Une décision du Fonctionnaire qui aurait nommé l'agent en temps de paix pourra mettre fin à la désignation et à l'attribution de l'indemnité de fonctions.

L'agent bénéficiera du logement gratuit si son nouvel emploi le comporte; à défaut de logement en nature, il bénéficiera de l'indemnité représentative, calculée conformément aux règles de la Convention Collective, d'après la rémunération de l'agent, sans tenir compte de l'indemnité de fonctions.

Article 7.

Une Instruction spéciale fixera les conditions d'application de la présente Instruction au personnel féminin à service discontinu.

Le Commissaire Militaire,
PAQUIN.

Le Commissaire Technique,
R. LE BESNERAIS.

P

Paris, le 25 septembre 1939

DEL.
COL.

Nm
42

II
C.O. P. 9

SITUATION DES AGENTS DU CADRE PERMANENT DE LA S. N. C. F.
PENDANT LA DURÉE DES HOSTILITÉS

Les dispositions du présent Ordre Général règlent, jusqu'à nouvel ordre, la situation des agents du cadre permanent de la S. N. C. F. à partir de la mobilisation générale, et pendant la durée des hostilités.

Article 1^{er}.

Pendant la durée d'application du présent Ordre Général, tout agent conservera, sauf rétrogradation, l'échelon et l'échelle qu'il avait au 1^{er} septembre 1939.

Article 2.

L'admission d'agents dans le cadre permanent est également suspendue. En particulier, les apprentis ayant terminé leur apprentissage seront admis, s'il y a lieu, comme auxiliaires et non comme mineurs.

RÉGIMES APPLICABLES AUX AGENTS MOBILISÉS.

Article 3.

Les agents appelés sous les drapeaux et qui ont satisfait aux obligations des lois sur le recrutement et sur l'inscription maritime en ce qui concerne le temps de service actif sont soumis, lorsqu'ils sont rappelés ou maintenus sous les drapeaux, à l'un des deux régimes suivants :

I. — 1^{er} Régime.

Ce régime est applicable aux agents mariés, ainsi qu'aux agents célibataires, veufs ou divorcés ayant une ou plusieurs personnes à leur charge, en considérant comme à charge les personnes appartenant à la catégorie B I de l'annexe I au Règlement concernant les facilités de circulation (1).

Les officiers, sous-officiers et soldats bénéficient d'une allocation spéciale mensuelle égale à la différence entre leur rémunération civile brute et leur solde militaire nette.

a) La rémunération civile brute est calculée en additionnant :

- les éléments de rémunération comptant pour la retraite calculés en appliquant les règles posées par l'article 16, § 7, de la Convention collective ;
- l'indemnité spéciale temporaire ;
- l'indemnité de résidence correspondant à la résidence dans laquelle l'agent se trouvait avant d'être mobilisé ;
- les allocations familiales correspondant à cette résidence ; ces allocations varieront pendant la durée d'application de la présente instruction comme elles auraient varié si l'agent était resté en activité.

(1) Ainsi que les pères, mères et filles célibataires majeures demeurant chez l'agent d'une manière permanente et ayant un revenu au plus égal à 650 fr. par mois et par intéressé.

La rémunération civile brute ainsi calculée variera éventuellement comme celle des agents restés en service.

b) **La solde militaire nette** comprend :

- la solde nette proprement dite,
- l'indemnité spéciale temporaire,
- l'indemnité pour charges militaires,
- les indemnités pour charges de famille.

II. — 2^e Régime.

Ce régime est applicable aux agents autres que ceux visés ci-dessus.

Ces agents reçoivent une allocation spéciale mensuelle égale à la moitié de celle prévue au régime précédent.

III. — Dispositions communes aux deux catégories d'agents mobilisés.

Les agents mobilisés restent affiliés à la Caisse des Retraites pendant la durée de leur mobilisation moyennant une retenue égale à celle qu'ils auraient subie, conformément au règlement des Retraites auquel ils sont soumis, sur les éléments de leur rémunération civile brute soumis à retenue.

Ils continuent à bénéficier pour leurs familles :

- 1^o de l'économat ;
- 2^o des fournitures de combustible à prix spécial ;
- 3^o des avantages accordés par la Caisse de Prévoyance (ou par les Caisses de l'A. L., de l'EST ou du P.-O.-Midi) contre versement de leur quote-part.

Leur régime de facilités de circulation est le même que celui des agents restés en service.

Article 4.

Les dispositions de l'article 3 ne sont pas applicables aux agents qui étaient en congé de disponibilité le 24 août 1939, sauf en ce qui concerne les agents qui étaient en disponibilité par application des décrets du 28 janvier 1939 pour être détachés dans les usines travaillant pour la Défense Nationale.

Article 5.

En dehors des délégations qu'ils peuvent consentir sur leur solde militaire, conformément aux règlements existants, les agents de la S. N. C. F. peuvent donner délégation de toucher tout ou partie de l'allocation définie à l'article 3 dans les conditions prévues par l'Instruction Générale Personnel N° 21 du 25 août 1939.

RÉMUNÉRATION DES AGENTS MAINTENUS EN SERVICE.

Article 6. (1)

Les agents de la S. N. C. F. maintenus en service ne peuvent recevoir en dehors des remboursements de frais ou des primes de rendement, d'autres émoluments que ceux prévus par le Fascicule des Conditions de Rémunération, complétés par ceux qui seront fixés par les Circulaires d'application, ainsi que par l'indemnité spéciale temporaire et les allocations pour charges de famille.

Est suspendue l'application des dispositions contenues dans les chapitres VIII (heures supplémentaires) et IX (travail effectué exceptionnellement en dehors des heures réglementaires) du livre I et des dispositions correspondantes des livres II, III et IV du fascicule des conditions de rémunération.

Les agents recevront, pour les heures supplémentaires non compensées, les rémunérations prévues par le Décret sur la réglementation du travail.

Le régime des indemnités de déplacement et des indemnités de changement de résidence est maintenu, en principe, sous réserve des modifications apportées par l'Instruction Générale - Série Personnel N° 24.

Le Commissaire Militaire,
PAQUIN.

Le Commissaire Technique,
R. LE BESNERAIS.

(1) Les dates de mise en application des dispositions du présent article seront fixées ultérieurement.

**SOCIÉTÉ
NATIONALE**
des
**CHEMINS DE FER
FRANÇAIS**

**COMMISSION CENTRALE
DES CHEMINS DE FER**

P

ORDRE GÉNÉRAL N° 28

Paris, le 28 décembre 1939.

DEL.
COL.

Nm.
42

II
C.C. P. 9

Le présent tirage annule et remplace celui du 25 septembre 1939.

**SITUATION DES AGENTS DU CADRE PERMANENT DE LA S. N. C. F.
PENDANT LA DURÉE DES HOSTILITÉS**

Suspension de l'avancement

Article 1^{er}.

Pendant la durée d'application du présent Ordre Général, tout agent conservera, sauf rétrogradation, l'échelon et l'échelle qu'il avait au 1^{er} septembre 1939.

Suspension du recrutement

Article 2.

L'admission d'agents dans le cadre permanent est suspendue. Toutefois, les apprentis ayant terminé leur apprentissage et remplissant les conditions pour être admis dans le cadre permanent pourront être admis comme « mineurs » dans les mêmes conditions qu'en temps de paix.

RÉGIMES APPLICABLES AUX AGENTS MOBILISÉS

Article 3.

Les agents qui ont satisfait aux obligations des lois sur le recrutement et sur l'inscription maritime en ce qui concerne le temps de service actif et qui sont rappelés ou maintenus sous les drapeaux bénéficient de l'un des deux régimes suivants :

I. — 1^{er} Régime

Ce régime est applicable aux agents mariés, ainsi qu'aux agents célibataires, veufs ou divorcés ayant une ou plusieurs personnes à leur charge, en considérant comme à charge les personnes appartenant à la catégorie B-I de l'Annexe I au Règlement concernant les facilités de circulation ainsi que les pères, mères et filles célibataires majeures demeurant chez l'agent d'une manière permanente et ayant un revenu au plus égal à 650 frs par mois et par intéressé.

Les Officiers, Sous-Officiers et Soldats bénéficient d'une allocation spéciale mensuelle égale à la différence entre leur rémunération civile nette et leur solde militaire nette.

Des instructions d'application définiront le mode de calcul de la rémunération civile nette et de la solde militaire nette.

II. — 2^e Régime

Ce régime est applicable aux agents autres que ceux visés ci-dessus.

Ces agents reçoivent une allocation spéciale mensuelle égale à la moitié de celle prévue au régime précédent.

III. — Dispositions communes aux deux catégories d'agents mobilisés.

Les agents mobilisés restent, pendant la durée de leur mobilisation, affiliés à la Caisse des Retraites ainsi qu'aux Caisses de Prévoyance auxquelles ils étaient affiliés lors de leur mobilisation.

Les allocations spéciales mensuelles définies ci-dessus sont nettes de retenues pour les Caisses de Retraites ou de Prévoyance.

Les agents mobilisés continuent à bénéficier pour leurs familles :

1^o — de l'économat;

2^o — des fournitures de combustibles à prix spécial.

Leur régime de facilités de circulation et celui de leur famille sont les mêmes que ceux des agents restés en service et de leur famille.

Article 4.

Une décision du Directeur Général notifiée à l'agent intéressé peut, pour motif grave, supprimer ou suspendre temporairement l'attribution de l'allocation.

AGENTS EN DISPONIBILITÉ MOBILISÉS

Article 5.

Les dispositions de l'article 3 ne sont pas applicables aux agents qui étaient en congé de disponibilité le 24 août 1939, sauf en ce qui concerne les agents qui étaient en disponibilité par application des décrets du 28 janvier 1939 pour être détachés dans les usines travaillant pour la Défense Nationale.

DÉLÉGATIONS DE SOLDE

Article 6.

En dehors des délégations de solde qu'ils peuvent consentir sur leur solde militaire conformément aux règlements existants, les agents de la S.N.C.F. peuvent donner délégation de toucher tout ou partie de l'allocation définie à l'article 3 dans les conditions fixées par des instructions d'application.

RÉMUNÉRATION DES AGENTS MAINTENUS EN SERVICE

Article 7.

Les agents de la S.N.C.F. maintenus en service ne peuvent recevoir, en dehors des remboursements de frais ou des primes de rendement, d'autres émoluments que ceux prévus par le Fascicule des Conditions de Rémunération, complétés par ceux qui seront fixés par les Circulaires d'application ainsi que par l'indemnité spéciale temporaire et les allocations pour charges de famille.

Est suspendue l'application des dispositions contenues dans les chapitres VIII (heures supplémentaires) et IX (travail effectué exceptionnellement en dehors des heures réglementaires) du Livre I et des dispositions correspondantes des Livres II, III et IV du Fascicule des Conditions de Rémunération.

Les agents recevront, pour les heures supplémentaires, les rémunérations qui seront fixées dans l'arrêté ministériel prévu par l'article 5 du décret du 6 octobre 1939 relatif au régime de travail.

Le régime des indemnités de déplacement et des indemnités de changement de résidence est maintenu, en principe, sous réserve des modifications apportées par l'Instruction Générale — Série Personnel N° 24.

Le Commissaire Militaire,
PAQUIN.

Le Commissaire Technique,
R. LE BESNERAIS.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
ET DES TRANSPORTS

Direction générale des chemins
de fer et des transports

Paris, le 9 novembre 1939

6ème Bureau

LE MINISTRE

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration
de la Société Nationale des chemins de fer français

Par lettre n° 4502/1 du 27 octobre 1939, vous m'avez soumis
des propositions tendant à apporter, en application du Décret du
6 octobre 1939, un certain nombre de dérogations aux dispositions
de la Convention collective des agents des chemins de fer.

Ces dérogations visent :

.....
c) l'avancement en grade (possibilité de procéder à des nomi-
nations à titre temporaire).

J'ai l'honneur de vous faire connaître que ces propositions
ne soulèvent aucune objection de ma part.

.....
Le Ministre des Travaux Publics
et des Transports

A. de MONZIE.

27 octobre 1939

Monsieur le Ministre

L'article 1er du Décret du 6 octobre 1939 dispose que :

"Pendant la durée des hostilités, la Société Nationale des chemins de fer français est autorisée à suspendre l'application de certaines dispositions de la convention collective du personnel ~~permanente~~ du cadre permanent dans la mesure où les nécessités du service en feraient apparaître l'opportunité.

"Ces décisions devront être soumises à l'approbation du Ministre des Travaux Publics".

J'ai l'honneur, en conséquence, de vous demander de bien vouloir approuver les dérogations aux dispositions de la Convention collective indiquées ci-après :

.....

LIVRE II

CHAPITRE IV^e Avancement en grade

En vue de réserver les droits des agents qui ont été rappelés sous les drapeaux, les Administrations Publiques ont décidé de suspendre tout avancement en grade pendant la durée des hostilités. Toutefois, dans les cas où il sera nécessaire de combler un emploi vacant qui ne peut pas rester dépourvu de titulaire, il pourra être procédé à des nominations à titre temporaire, ne conférant, pour la période qui suivra la fin des hostilités, aucun droit aux agents qui en auront bénéficié.

Nous estimons qu'il convient d'adopter des dispositions analogues à l'égard des agents de la Société Nationale.

Ces dispositions font l'objet de l'Ordre Général n° 26 ci-joint que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation.

.....

Je vous renouvelle,.....

Le Président du Conseil d'Administration

Signé : GUINAND

Suspension de l'avancement

Mesures prises à l'égard des fonctionnaires

D.L. 1. 9.39 (art. 1 & 2) (J.O. 6. 9.39)

Lois et Décrets (111160)

Extrait du décret-loi du 6 septembre 1939 relatif à la situation des personnels des administrations de l'Etat en temps de guerre.

REGLEMENT DE L'AVANCEMENT

Titre I

Art. 1er - Les dispositions du présent décret régissent la situation des personnels des administrations, services et établissements publics de l'Etat dans le cas de mobilisation générale.

Elles cessent d'être applicables, soit à la date de cessation des hostilités, soit à la date fixée par un décret rendu en conseil des Ministres.

Art. 2 - Pendant la durée d'application du présent décret tout avancement de grade, classe ou échelon est suspendu pour tous les personnels des administrations, services et établissements visés ci-dessus. Toutefois, le temps passé sous les drapeaux ou dans un service civil pendant la même période entre en compte pour la durée effective, dans le calcul de l'ancienneté exigée pour les avancements qui seront attribués postérieurement à la date de cessation des hostilités. Le temps de service ainsi accompli sera effectif dans les conditions prévues par les lois des 1er avril 1923 et 17 avril 1924. Ce temps entrera en compte pour la constitution du droit à pension ainsi que pour la liquidation de la pension.